



Message 2018-DFIN-125

15 janvier 2019

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif aux crédits supplémentaires compensés
du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2018**

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2018.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent

alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires est transmis à la Commission des finances et de gestion avec le présent message.

Au total, pour l'exercice 2018, 38 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
Pouvoir judiciaire			350 000
2100	Tribunal cantonal		
3181.005	Pertes sur créances, affaires pénales	170 000	30 000
2111	Ministère public		
3199.005	Indemnités en matière pénale	380 000	320 000
Pouvoir exécutif – Chancellerie			30 000
3105	Chancellerie d'Etat		
3102.102	Publications et publicité	26 000	22 000
3103.301	Abonnements et cotisations	50 500	8 000
Instruction publique, culture et sport			2 409 280
3200	Secrétariat général		
3130.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	–	18 490
3611.003	Contributions pour la fréquentation d'écoles supérieures hors du canton	6 500 000	1 200 000
3611.006	Contribution pour la fréquentation d'écoles de la convention du Nord-Ouest	2 600 000	52 000
3631.000	Part aux frais de conférences	1 213 670	79 190
3637.202	Bourses cantonales	11 000 000	500 000
3202.1	Service de l'enseignement obligatoire de langue française		
3160.100	Locations de locaux	133 880	27 000
3199.001	Dépenses d'exploitation diverses	84 000	30 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
3208	Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide		
3632.003	Subventions cantonales pour les services auxiliaires	8 217 500	225 000
3229	Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré		
3110.301	Achats de matériel et d'appareils	-	12 600
3256	Haute école pédagogique		
3110.100	Achats de mobilier	15 110	86 000
3144.000	Entretien et rénovation des immeubles	446 000	179 000
Sécurité et justice			849 470
3345.1	Commandement et services généraux		
3111.306	Achats de matériel pour le Centre d'engagement et d'alarmes	17 000	100 470
3151.304	Entretien du matériel et des appareils radio	577 710	54 000
3345.2	Gendarmerie		
3151.305	Entretien du matériel et des appareils de circulation	71 000	13 000
3345.3	Police de sûreté		
3199.061	Débours pénaux	70 000	15 000
3355	Service de l'application des sanctions pénales et des prisons		
3135.001	Placements dans les établissements spécialisés	3 100 000	400 000
3631.000	Part aux frais de conférences	302 000	38 000
3365	Etablissements de Bellechasse		
3091.000	Frais de recrutement	15 000	6 000
3101.006	Carburants	210 000	25 000
3130.001	Frais de télécommunications	45 000	25 000
3130.010	Transports	5 000	35 000
3132.040	Prestations médicales par des tiers	170 000	78 000
3382	Camp du Lac-Noir		
3199.001	Dépenses d'exploitation diverses	1 500 000	60 000
Institutions, agriculture et forêts			1 381 000
3425	Service de l'agriculture		
3634.012	Subventions cantonales pour les frais de lutte contre les épizooties assumés par Sanima	400 000	200 000
3430	Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires		
3010.118	Traitements du personnel auxiliaire	452 780	75 000
3106.013	Produits chimiques	255 150	28 000
3440	Institut agricole de l'Etat de Fribourg		
3010.101	Traitements du personnel administratif	2 622 280	710 000
3612.002	Lutte antiparasitaire	50 000	68 000
3445	Service des forêts et de la faune		
3632.000	Subventions cantonales pour les communes	1 300 000	300 000
Économie et emploi			366 000
3500	Secrétariat général		
3010.118	Traitements du personnel auxiliaire	15 000	15 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
3542.1	Service de la formation professionnelle		
3636.302	Subventions cantonales pour le perfectionnement professionnel	340 000	260 000
3542.2	Ecole professionnelle artisanale et industrielle		
3104.200	Fournitures d'enseignement	217 000	35 000
3542.6	Ecole des Métiers Fribourg		
3150.301	Entretien du matériel et des appareils	50 000	50 000
3170.100	Déplacements	8 500	6 000
Santé et affaires sociales			4 510 400
3605	Service de la santé publique		
3635.007	Part du canton au financement des maisons de naissance	381 900	200 000
3606	Service dentaire scolaire		
3110.301	Achats de matériel et d'appareils	8 500	35 000
3608	Service du médecin cantonal		
3110.200	Achats de machines	-	23 000
3645	Service de la prévoyance sociale		
3636.011	Subventions cantonales pour les personnes inadaptées mineures dans les maisons d'éducation hors du canton	4 928 000	887 400
3636.014	Subventions cantonales pour les personnes handicapées adultes dans les institutions hors du canton	10 700 000	495 000
3650	Service de l'action sociale		
3632.006	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Fribourgeois domiciliés dans le canton	5 250 000	600 000
3632.012	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Confédérés domiciliés dans le canton	4 700 000	350 000
3655	Assurances sociales		
3637.216	Financement du contentieux de l'assurance maladie	12 800 000	1 800 000
3665	Service de l'enfance et de la jeunesse		
3632.117	Subventions cantonales aux communes pour les places d'accueil extrafamilial	505 000	45 000
3636.117	Subventions cantonales aux tiers pour les places d'accueil extrafamilial	4 540 000	75 000
Aménagement, environnement et constructions			477 900
3800	Secrétariat général		
3190.106	Prestations en dommages et intérêts	-	200 000
3805	Service des constructions et de l'aménagement		
3000.200	Commissions	63 000	25 000
3808	Service de la mobilité		
3130.000	Prestations de service par des tiers	200 000	228 000
3850	Service des bâtiments		
3111.500	Achats de véhicules	-	24 900
Total			10 374 050

Les 38 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2018 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir judiciaire	2	350 000
Pouvoir exécutif – Chancellerie	1	30 000
Instruction publique, culture et sport	8	2 409 280
Sécurité et justice	7	849 470
Institutions, agriculture et forêts	5	1 381 000
Economie et emploi	4	366 000
Santé et affaires sociales	7	4 510 400
Aménagement, environnement et constructions	4	477 900
	38	10 374 050

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- > comparativement à ce qui s'est produit durant la période 2002 à 2017, soit sur les 16 derniers exercices comptables, le volume de 10,4 millions de francs des crédits supplémentaires 2018 représente un peu plus de la moitié de la moyenne (18,5 millions de francs par an sur la période) et figure parmi les moins élevés de la période. Rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, ce volume est inférieur à la moyenne 2002–2017 (0,29% en 2018 contre 0,64% sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires est, quant à lui, en dessus de la moyenne de la période. Le tableau qui suit illustre le propos:

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mios	Montant total des crédits supplémentaires en% du total des dépenses effectives budgétisées
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9,581	0,33
2009	28	14,400	0,48
2010	49	15,246	0,49
2011	38	14,633	0,44
2012	49	20,797	0,61
2013	25	28,171	0,87
2014	30	31,792	0,99
2015	26	38,123	1,17

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mios	Montant total des crédits supplémentaires en% du total des dépenses effectives budgétisées
2016	30	16,636	0,50
2017	30	9,380	0,27
2018	38	10,374	0,29

- > bien que les dépassements de crédits concernent quasiment tous les pouvoirs et directions, il y a lieu de souligner qu'en 2018, quatre arrêtés constituent à eux seuls plus de 50% du total des crédits supplémentaires accordés. Ils touchent le financement du contentieux de l'assurance maladie, les subventions cantonales pour les institutions spécialisées hors du canton, certaines contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton ainsi que l'aide sociale pour les Fribourgeois et les Confédérés domiciliés dans le canton;
- > en 2018, trois exceptions (une à la Direction de l'Instruction publique, de la culture et du sport et deux à la Direction de la santé publique et des affaires sociales) ont été faites à la règle qui prévoit que la couverture des crédits supplémentaires sollicités consiste en une réduction d'autres charges. Dans ce cas en effet, dérogation a été faite à ce principe en se fondant sur les dispositions de la loi et du règlement sur les finances qui autorisent, à des conditions déterminées, de compenser certains dépassements de crédits découlant de dépenses liées par une augmentation de revenus. En 2018, cela concerne les coûts supplémentaires liés aux contributions pour la fréquentation d'établissements d'enseignement hors canton pour un total de quelque 1,3 million de francs, au financement du contentieux de l'assurance maladie pour un montant de 1,8 million de francs ainsi qu'aux subventions cantonales pour les institutions spécialisées et les maisons d'éducation hors canton pour une somme de l'ordre de 1,4 million de francs;

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2018.



Botschaft 2018-DFIN-125

15. Januar 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2018

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2018 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Dienststellen und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass insbesondere neue, besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Aufstockung von Voranschlagskrediten werden zusammen mit dieser Botschaft der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2018 wurden insgesamt 38 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budgetpositionen	Behörden – Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
Richterliche Behörde			350 000
2100	Kantonsgericht		
3181.005	Debitorenverluste, Strafsachen	170 000	30 000
2111	Staatsanwaltschaft		
3199.005	Entschädigungen in Strafsachen	380 000	320 000
Vollziehende Behörde/Kanzlei			30 000
3105	Staatskanzlei		
3102.102	Publikationen und Werbung	26 000	22 000
3103.301	Abonnemente und Beiträge	50 500	8 000
Erziehung, Kultur und Sport			2 409 280
3200	Generalsekretariat		
3130.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	–	18 490
3611.003	Beiträge für den Besuch von höheren Fachschulen ausserhalb des Kantons	6 500 000	1 200 000
3611.006	Beitrag für den Besuch von Schulen des Regionalen Schulabkommens NW EDK	2 600 000	52 000
3631.000	Konferenzkostenanteil	1 213 670	79 190
3637.202	Kantonale Stipendien	11 000 000	500 000
3202.1	Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht		
3160.100	Räume, Mieten	133 880	27 000
3199.001	Verschiedene Betriebsausgaben	84 000	30 000
3208	Amt für Sonderpädagogik		
3632.003	Kantonsbeiträge für die Schuldienste	8 217 500	225 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
3229	Amt für Unterricht der Sekundarstufe 2		
3110.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	–	12 600
3256	Pädagogische Hochschule		
3110.100	Anschaffung von Mobilien	15 110	86 000
3144.000	Gebäudeunterhalt und -renovierung	446 000	179 000
Sicherheit und Justiz			849 470
3345.1	Kommando und Stabsdienste		
3111.306	Anschaffung von Materialien für die Einsatz- und Alarmzentrale	17 000	100 470
3151.304	Unterhalt von Materialien und Funkgeräten	577 710	54 000
3345.2	Gendarmerie		
3151.305	Unterhalt der Verkehrs-ausrüstung	71 000	13 000
3345.3	Kriminalpolizei		
3199.061	Auslagen in Strafsachen	70 000	15 000
3355	Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse		
3135.001	Einweisungen in Massnahmenvollzugsinstitutionen	3 100 000	400 000
3631.000	Konferenzkostenanteil	302 000	38 000
3365	Anstalten von Bellechasse		
3091.000	Personalwerbungskosten	15 000	6 000
3101.006	Treibstoffe	210 000	25 000
3130.001	Kosten für Telekommunikation	45 000	25 000
3130.010	Transporte	5 000	35 000
3132.040	Medizinische Fremdleistungen	170 000	78 000
3382	Lager in Schwarzsee		
3199.001	Verschiedene Betriebsausgaben	1 500 000	60 000
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft			1 381 000
3425	Amt für Landwirtschaft		
3634.012	Kantonsbeiträge für die von der Sanima übernommenen Kosten für die Tierseuchenbekämpfung	400 000	200 000
3430	Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen		
3010.118	Gehälter des Hilfspersonals	452 780	75 000
3106.013	Chemikalien	255 150	28 000
3440	Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg		
3010.101	Gehälter des Verwaltungspersonals	2 622 280	710 000
3612.002	Schädlingsbekämpfung	50 000	68 000
3445	Amt für Wald, Wild und Fischerei		
3632.000	Kantonsbeiträge für die Gemeinden	1 300 000	300 000
Volkswirtschaft			366 000
3500	Generalsekretariat		
3010.118	Gehälter des Hilfspersonals	15 000	15 000
3542.1	Amt für Berufsbildung		
3636.302	Kantonsbeiträge für die berufliche Weiterbildung	340 000	260 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
3542.2	Gewerbliche und Industrielle Berufsschule		
3104.200	Schulmaterialien	217 000	35 000
3542.6	Berufsfachschule Freiburg		
3150.301	Unterhalt von Materialien und Geräten	50 000	50 000
3170.100	Reisespesen	8 500	6 000
Gesundheit und Soziales			4 510 400
3605	Amt für Gesundheit		
3635.007	Kantonsanteil an der Finanzierung der Geburtshäuser	381 900	200 000
3606	Schulzahnpflegedienst		
3110.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	8 500	35 000
3608	Kantonsarztamt		
3110.200	Anschaffung von Maschinen	–	23 000
3645	Sozialvorsorgeamt		
3636.011	Kantonsbeiträge für schwererziehbare Minderjährige in Erziehungsheimen ausserhalb des Kantons	4 928 000	887 400
3636.014	Kantonsbeiträge für erwachsene Behinderte in Heimen ausserhalb des Kantons	10 700 000	495 000
3650	Kantonales Sozialamt		
3632.006	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Freiburger	5 250 000	600 000
3632.012	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Schweizerbürger	4 700 000	350 000
3655	Sozialversicherungen		
3637.216	Finanzierung der Zahlungsausstände in der Krankenversicherung	12 800 000	1 800 000
3665	Jugendamt		
3632.117	Kantonsbeiträge an die Gemeinden für die familienergänzenden Betreuungsplätze	505 000	45 000
3636.117	Kantonsbeiträge an Dritte für die familienergänzenden Betreuungsplätze	4 540 000	75 000
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen			477 900
3800	Generalsekretariat		
3190.106	Schadenersatzleistungen	–	200 000
3805	Bau- und Raumplanungsamt		
3000.200	Kommissionen	63 000	25 000
3808	Amt für Mobilität		
3130.000	Dienstleistungen Dritter	200 000	228 000
3850	Hochbauamt		
3111.500	Anschaffung von Fahrzeugen	–	24 900
Total			10 374 050

Die 38 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2018 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Richterliche Behörde	2	350 000
Vollziehende Behörde – Kanzlei	1	30 000
Erziehung, Kultur und Sport	8	2 409 280
Sicherheit und Justiz	7	849 470
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft	5	1 381 000
Volkswirtschaft	4	366 000
Gesundheit und Soziales	7	4 510 400
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	4	477 900
	38	10 374 050

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- > Im Vergleich zum Zeitraum 2002–2017, also zu den letzten 16 Rechnungsjahren, macht das Nachtragskreditvolumen 2018 mit 10,4 Millionen Franken etwas mehr als die Hälfte des durchschnittlichen Nachtragskreditvolumens aus (18,5 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum) und gehört damit zu den tiefsten dieser Periode. Auch gemessen an den gesamten budgetierten effektiven Ausgaben liegt es unter dem Durchschnitt 2002–2017 (0,29% im Jahr 2018 gegenüber 0,64% im Vergleichszeitraum). Anzahlmassig liegen die Kreditbeschlüsse hingegen über dem Durchschnitt des Vergleichszeitraums, wie aus der folgenden Tabelle hervorgeht:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in% der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9,581	0,33
2009	28	14,400	0,48
2010	49	15,246	0,49
2011	38	14,633	0,44
2012	49	20,797	0,61
2013	25	28,171	0,87
2014	30	31,792	0,99

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in% der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
2015	26	38,123	1,17
2016	30	16,636	0,50
2017	30	9,380	0,27
2018	38	10,374	0,29

- > Obwohl fast allen Behörden und Direktionen Nachtragskredite gewährt werden mussten, entfallen 2018 mehr als 50% aller gesprochenen Nachtragskredite auf nur gerade vier Kreditbeschlüsse. Sie betreffen die Finanzierung der Zahlungsausstände in der Krankenversicherung, die Kantonsbeiträge für Sondereinrichtungen ausserhalb des Kantons, gewisse Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons sowie die Sozialhilfe für im Kanton wohnhafte Freiburger und Schweizerbürger.
- > Die beantragten Nachtragskredite wurden vorschriftsgemäss über Aufwandminderungen kompensiert, mit drei Ausnahmen, und zwar in einem Fall bei der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport sowie in zwei Fällen bei der Direktion für Gesundheit und Soziales. Dabei wurde vom Grundsatz der Kompensation abgewichen und nach den Bestimmungen des Finanzhaushaltsgesetzes und -reglements vorgegangen, wonach gewisse durch gebundene Ausgaben verursachte Kreditüberschreitungen unter bestimmten Voraussetzungen durch Einnahmenerhöhungen ausgeglichen werden können. 2018 betrifft dies die Mehrkosten bei den Beiträgen für den Besuch ausserkantonaler Bildungsstätten mit insgesamt rund 1,3 Millionen Franken, bei der Finanzierung der Zahlungsausstände in der Krankenversicherung mit 1,8 Millionen Franken sowie bei den Kantonsbeiträgen für die ausserkantonalen Sondereinrichtungen und Erziehungsheime mit rund 1,4 Millionen Franken.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2018 eröffnet hat.

Loi

du

**Décret relatif aux crédits supplémentaires compensés
du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2018**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;
Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2018;
Vu le message 2018-DFIN-125 du Conseil d'Etat du 15 janvier 2019;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Les crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2018, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 10 374 050 francs, sont approuvés.

Art. 2

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

² Il entre en vigueur immédiatement.

Gesetz

vom

**Dekret über die kompensierten Nachtragskredite
zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2018**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;
gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2018;
nach Einsicht in die Botschaft 2018-DFIN-125 des Staatsrats vom 15. Januar 2019;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2018, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 10 374 050 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

² Es tritt sofort in Kraft.